



PLAN DE RATTRAPAGE BUDGETAIRE POUR LA GIRONDE

Introduction

La situation de notre département.

Notre département de l'arc atlantique connaît un fort et constant essor démographique : le taux d'évolution annuel moyen est de 1 % pour la période 2007-2012 selon les données de l'INSEE. Cette forte croissance démographique que connaît aujourd'hui la Gironde est en lien avec le dynamisme et l'attractivité de la métropole bordelaise. Toutefois, elle se localise en majeure partie en périphérie de la métropole, hors du territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) où les loyers sont moins chers. Elle nourrit donc un étalement urbain important, dont il nous faut tenir compte pour que la qualité du service d'éducation soit équitable sur l'ensemble de notre département.

Les mouvements de population sont donc significatifs et se combinent avec les caractéristiques géographiques et sociales :

- 36,9% d'élèves issus de PCS défavorisées 2014 (source BCP) ;
- 10,2 % de personnes en chômage en 2014 ;
- 5,2% allocataires du RSA ;
- la population rurale représente 7,7 %, et 3,00% dans le rural isolé, mais c'est elle qui concentre une grande part des importantes difficultés sociales : plus d'un tiers des 223 écoles en éducation prioritaire sont dans le rural et se trouvent souvent éloignées des structures de soin ;
- une très grosse concentration urbaine sur Bordeaux.

Rappel historique des postes :

En 2003 la Gironde a obtenu la mise en œuvre d'un plan de rattrapage à raison de 121 postes par an sur 3 ans. Mais en même temps, le département a vu ses effectifs augmenter de plus de 4000 élèves. Ce plan de rattrapage a donc simplement permis que la situation ne s'aggrave pas davantage.

Depuis les dotations de postes ont toujours été insuffisantes pour absorber le nombre croissant d'élèves : entre 2009 et 2015, nous avons scolarisé 10 000 élèves en plus ! Les 103 postes pour faire la rentrée 2015 ont été largement insuffisants pour faire face à la scolarisation de 1257 élèves supplémentaires et le retard accumulé continue d'aggraver la situation.

Le taux d'encadrement général des élèves, mesuré par le P/E (ratio de postes d'enseignants pour 100 élèves) de la Gironde est de 5,02. Il est donc bien en deçà du P/E national (5,24 en 2014) et en queue de peloton de l'académie malgré la concentration des moyens sur notre département.

Le nombre d'élèves par classes (E/C) dans le département se dégrade d'années en années : il est passé de 24,07 en 2009 à 24,41 en 2014. Il se situe au-delà de l'E/C national qui est de

23,7

Cette dégradation est particulièrement forte, nous le développerons plus bas, dans le segment trois qui comprend deux tiers des écoles du département.

Le recteur, conscient du retard persistant de postes, nous a accordé ces dernières années la plus grosse part des dotations académiques. Mais le déséquilibre de ces dotations ne suffit pas à combler notre déficit et aggrave le taux d'encadrement des autres départements de notre académie, qui sont pour certains dans une situation très difficile.

La légère augmentation du P/E départemental (nombre de postes d'enseignants pour 100 élèves) en cette rentrée : de 5,02 à 5,05 est purement accidentel. En effet la dotation de 103 postes que nous avons obtenue s'est basée sur un prévisionnel de 1903 élèves. Si ce prévisionnel s'était concrétisé notre P/E se serait maintenu à 5,02.

A ce jour Il manque 258 postes en Gironde pour rejoindre le P/E national

Le nécessaire plan de rattrapage doit être indépendant de la dotation académique.

Nous allons revenir plus en détails sur quelques éléments de déclinaison de ce P/E départemental, qui a malheureusement des conséquences particulièrement lourdes sur la situation de l'école en Gironde, tant du point de vue de la qualité d'accueil que des conditions d'enseignement.

1-Taux d'encadrement dans les écoles

Actuellement **64% des écoles de la Gironde dépassent les 25 élèves par classe.**

Sur les 924 écoles du département les 594 écoles du « segment trois » ont vu leur situation se dégrader très fortement.

La moyenne E/C dans le segment 3 en maternelle est de 26,28 contre 25,67 au niveau national.

En élémentaire, elle est de 25,11 en Gironde contre 22,96 nationalement.

Précisons que les écoles du département classées « en politique de la ville »- situées dans des quartiers où se concentrent des difficultés sociales et économiques -et qui, selon le dossier de presse du gouvernement « exigent une vigilance de la part des pouvoirs publics pour y mobiliser sans faille le droit commun au service des fragilités » sont classées dans le segment trois.

A titre d'exemple l'école Rosa Bonheur à Bassens (490 logements sociaux, 24 % de chômage, 64 % des familles qui s'alimentent au restaurant du cœur...) avec une moyenne d'élèves de 27,42 n'a pas obtenu d'ouverture à la rentrée 2015.

A la rentrée 2015 des écoles du segment trois n'ont pas obtenu d'ouverture faute de postes alors qu'elles dépassaient les 28 par classe notamment Macau (29,8) ; La Luzerne au Haillan (28,1).

Enfin l'école de Pineuilh vient d'entrer dans le dispositif de l'éducation prioritaire n'a pas, non plus obtenue d'ouverture malgré sa moyenne de 25,8 par classe.

Il est resté à l'issue du CTSD de juin 2015 348 écoles dont les effectifs sont supérieurs à 25 élèves par classe.

Ces moyennes cachent une réalité complexe, lorsqu'il s'agit de la répartition des élèves dans les classes notamment il est de plus en plus difficile de prendre en compte les paramètres pédagogiques :

- Les effectifs très élevés rendent le travail avec les enfants en difficulté extrêmement

difficile ;

- Cela entraîne de lourdes complications pour la mise en place de l'informatique, des langues vivantes...
- Cela accroît les difficultés dans les zones rurales qui concentrent pourtant une grande part des importantes difficultés sociales. Les effectifs globalisés dans les RPI entraînent la mise en place de classes multiples niveaux avec des effectifs élevés et une étude de l'IREDU (2006) sur les cours multiples montrent qu'ils sont moins efficaces que les cours simples lorsque les élèves n'y sont pas choisis ce qui est souvent le cas dans les RPI où les collègues n'ont pas le choix d'affectation des élèves (selon le niveau d'autonomie dans le travail par exemple). Les effectifs chargés dans ces classes-là compliquent encore plus les choses.

2-Remplacement

Le manque de remplaçants se traduit sur le terrain par une situation catastrophique : 32047 journées de classes ont été perdues pour les élèves en 2012/2013, et la situation s'est encore aggravée depuis !

Les élèves étant répartis dans les autres classes, c'est à chaque fois le fonctionnement de l'école qui est perturbé : lorsqu'un collègue est absent dans une école de 3 classes, des dizaines d'élèves doivent être répartis sur deux classes.

	Nombre de journées non remplacées	Taux de remplacement	Référence France Métropolitaine	Rang en fonction du taux de R.
2005/2006	23 933	78,42	91,96	96 ^{ème}
2012/2013	32 047	73%	88,42	96 ^{ème}

Au niveau national, le pourcentage de personnel affecté au remplacement est de 8,9%, il est de 7,9% en Gironde.

Il faudrait créer 77 postes de remplaçants pour rejoindre la moyenne nationale.

Cette absence de remplaçants implique une quasi disparition de la formation continue des enseignants. Nous y reviendrons plus loin.

Les directeur-trices n'ont plus que deux semaines effectives de formation au lieu des trois il y a quelques années et des cinq prévues maintenant dans les textes.

3- Accueil des "moins de trois ans"

La scolarisation des moins de trois n'a cessé de se dégrader. Elle est passée 16,2% en 2002 à 1,5% en 2015.

En cette rentrée au niveau départemental : 768 moins de trois ans sont scolarisés soit 132 de moins que l'an dernier.

Les moins de trois ans représentent 1,50% des effectifs de maternelle contre 3,27% au niveau national. C'est un des taux les plus bas de France.

Pour rejoindre la moyenne nationale il faudrait que nous puissions scolariser 900 élèves supplémentaires ce qui supposerait la création de 50 postes.

Les règles imposées à l'école maternelle dans notre département sont drastiques : ouverture à plus de 30, sans les 2 ans et on ferme à 30 !

La hausse des effectifs par classe (les écoles maternelles du segment trois ont des effectifs supérieurs à 25 et beaucoup se retrouvent à 30 élèves après fermeture) limite de fait la scolarisation des moins de trois ans

Le mode de calcul qui globalise les effectifs de maternelle et primaire empêche une ouverture à l'école maternelle et la scolarisation des moins de 3 ans. Là pourtant aussi des études ont montré que leur scolarisation plus particulièrement en ZEP leur offrirait de meilleures chances de réussite.

4- Adaptation et Scolarisation des Handicapés (ASH)

Depuis 2008, la Gironde a perdu 150 postes de maître E et G ce qui constitue un véritable démantèlement des RASED. Avec les 200 postes restants, on est passé d'un-e enseignant-e spécialisé-e pour 362 élèves à un pour 677. Pour que le dispositif puisse couvrir tout le territoire et faire face à la difficulté scolaire, il faudrait a minima un RASED complet pour 1 000 élèves, soit environ 400 postes. **Ce sont donc 200 postes qui sont nécessaires.**

A la rentrée 2014, plus de 95 postes ASH ne sont pas pourvus par des personnels spécialisés. Il est urgent d'augmenter le nombre de départs en stages de formation aux différents CAPA-SH !

Chacun des 80 stagiaires D ou F encore à former mobilisera un demi-poste pour son remplacement pendant ses périodes de stage : **ce sont donc 40 postes qui sont nécessaires pour permettre leur départ en stage.**

C'est à ce prix que pourra être assuré le fonctionnement optimal des dispositifs d'aide aux élèves en difficulté et d'accueil des élèves en situation de handicap.

5- Besoins en formation

Aujourd'hui, la possibilité pour un enseignant de bénéficier d'une formation de son choix est extrêmement réduite :

- d'une part, du fait de la multiplication des stages à publics désignés, qui absorbent une part croissante de l'offre de formation ;
- d'autre part, parce que la réforme de la formation initiale et la mise en place des stages à destination des débuts de carrière n'a pas été accompagnée des moyens nécessaires et se fera nécessairement au détriment de la formation continue des autres personnels ;
- enfin, parce que l'offre de formation est bien loin de correspondre à la demande.

C'est pourquoi nous exigeons que les moyens nécessaires soient affectés à la formation continue :

- l'augmentation massive des moyens financiers nécessaires à la mise en place de l'offre de formation attendue ;
- l'augmentation massive du nombre de personnels pouvant être affectés au remplacement des enseignants stagiaires, que seul permettra un nouveau « plan de rattrapage pour la Gironde ».

La formation continue a quasiment disparue : aujourd'hui 0,3% d'enseignants sont affectés au remplacement de collègues partant en formation continue contre 0,7% au niveau national.

Pour atteindre la moyenne académique il faudrait doubler le nombre de postes : c'est-à-dire créer 21 postes supplémentaires

Conclusion

C'est parce que nous voulons que les enfants de Gironde aient les mêmes conditions d'accueil et d'enseignements et donc les mêmes chances de réussir que les autres enfants que nous exigeons un plan d'urgence de rattrapage de 258 postes d'enseignants du premier degré l'abaissement des seuils d'ouverture dans le segment 3 dès la rentrée 2016.

C'est pourquoi, nous avons besoin de postes immédiatement afin d'éviter que la rentrée 2016 ne soit catastrophique sur notre département.